



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

NON à la farce électorale OUI à la lutte de classe

Ouvriers,

■ Une fois encore, la bourgeoisie nous a concocté une campagne électorale à grand suspense. Ces dernières semaines, avec le premier tour des Municipales, nous avons eu droit au feuilletton quotidien d'une "guerre des tranchées" entre le PS et le PCF. L'étalage de toutes ces querelles de marchands de tapis ou chaque clique bourgeoise essaie de grappiller, aux dépens de l'autre, la plus grosse part du gâteau, ne sert en réalité qu'à alimenter la farce électorale.

Que chaque parti bourgeois, à travers ces sordides tractations, défende bec et ongles ses petits intérêts particuliers, c'est évident. Mais la façon dont on gonfle la baudruche révèle un enjeu autrement plus sérieux pour toute la classe dominante. Il s'agit, avant tout, à travers ce battage, de gagner du temps face à la montée de la combativité ouvrière qui menace d'exploser à tout moment.

Et c'est bien face à cet enjeu qu'une telle mascarade prend aujourd'hui toute sa signification.

Les querelles de boutique entre PS et PCF où chacun se renvoie la balle, faisant porter à l'autre le chapeau de la désunion de la gauche, de la multiplication des primaires, du non respect des accords conclus entre les deux partis le 12 janvier etc., toutes ces dissensions qu'on déballe à grand renfort de publicité ne servent en réalité qu'un seul objectif : tenter d'aspirer les ouvriers dans les isolements, dans le faux choix droite/gauche, PS/PCF, les faire participer à cette "bataille" pour l'union de la gauche, contre tous les compromis avec la droite. En un mot, il s'agit, une fois encore pour la bourgeoisie, de dévoyer les ouvriers sur le terrain

pourri des élections en les détournant de leur seul terrain de classe, celui de la lutte pour la défense de leurs conditions de vie.

Ainsi, à travers tout ce cirque électoral, c'est de façon délibérée et dans la plus grande complicité entre toutes ses fractions que la bourgeoisie exploite aujourd'hui la querelle des partis pour le partage des municipalités. Grâce à la trêve électorale, elle espère ainsi reculer les échéances de la confrontation inévitable entre les classes.

Ouvriers,

À travers ces élections, la bourgeoisie cherche à vous embarquer dans une bataille qui n'est pas la vôtre. Elle cherche à vous détourner de vos préoccupations, à vous obliger à mettre momentanément en sourdine votre colère contre les attaques capitalistes qui, elles, ne connaissent pas de répit.

En effet, tandis qu'on vous exhorte à remplir dans un bulletin de vote votre "devoir de citoyen", le très "démocratique" et très "compréhensif" gouvernement Rocard vient d'annoncer un projet de "rénovation du secteur public" élaboré sur le même modèle que les "restructurations" déjà mises en oeuvre depuis plusieurs années dans la sidérurgie, les chantiers navals, les mines, l'automobile... Avec des mesures telles que la révision (à la baisse, bien sûr !) de la grille des salaires et du statut des fonctionnaires, la perte de la garantie de l'emploi, la réduction draconienne des effectifs, l'élasticité des horaires et la mobilité de l'emploi, ce plan constitue une gigantesque attaque anti-ouvrière comme jamais aucun

gouvernement n'en a appliquée depuis des années.

Et pour faire passer toutes ses attaques, au nom du "dialogue social", la bourgeoisie a besoin de renforcer toujours plus l'éventail de toutes ses forces d'encadrement de la classe ouvrière.

Ainsi, tandis qu'elle tente aujourd'hui de vous désarmer en vous envoyant aux urnes en ordre dispersé, insidieusement, dans les coulisses, derrière le rideau de fumée des élections, ce sont ses propres armes que la bourgeoisie est en train d'affûter contre le développement de vos luttes.

Ces armes, ce sont celles que vous avez déjà affrontées, ces derniers mois, dans toutes vos tentatives de riposte contre la politique d'austérité du gouvernement Rocard.

Ce sont les coordinations que les gauchistes de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) et de L.O (Lutte Ouvrière) vous ont balancées dans les pattes pour vous diviser, vous empêcher de prendre vous-mêmes l'initiative et la direction de vos combats.

Ce sont les syndicats CFTD et FO qui, coiffés aujourd'hui d'une direction plus "radicale", plus "lutte de classe", ont dû ravalier leur façade afin de pouvoir jouer plus efficacement leur rôle dans le sabotage systématique des luttes ouvrières.

C'est, enfin et surtout, la CGT qui, dans tous les secteurs en ébullition, occupe en permanence le terrain avec ses actions "radicales", ses appels à des luttes minoritaires et "jusqu'au-boutistes" comme celle de la RATP en décembre dernier.

Ouvriers,

Toutes ces armes de la bourgeoisie qui, de manoeuvres en manoeuvres, vous ont épuisés et menés à la défaite paquets par paquets, ne sont rien encore à côté de tout ce que, main dans la main, gouvernement, partis, syndicats et gauchistes préparent dans votre dos.

Aujourd'hui, moins que jamais, l'heure est à la dispersion. Se laisser piéger sur le terrain pourri des élections, c'est laisser les mains libres à la bourgeoisie pour déchaîner ses attaques contre l'ensemble de vos conditions de vie ; c'est lui laisser toute latitude pour renforcer encore et déployer dans vos rangs tout son arsenal anti-ouvrier.

Ouvriers, refusez la trêve électorale ! Rassemblez vos forces. Préparez-vous dès à présent à engager une bataille de grande envergure contre toutes les forces capitalistes en ripostant non pas secteur par secteur, corporation par corporation, mais de façon MASSIVE ET DANS L'UNITE LA PLUS LARGE POSSIBLE.

Seul un combat unifiant tous les secteurs en lutte sera en mesure de faire réellement reculer le gouvernement et de vous garantir la victoire.

Avril (25.2.89)

AFFAIRE RUSHDIE :

UN BATTAGE QUI SENT LA POUDRE

■ "Le fanatisme (entendez celui de Khomeiny et de sa clique d'ayatollahs) est le mal absolu", c'est Mitterrand qui l'a dit. Mais il n'est pas le seul en ce moment à crier "au fou !" à propos de l'agité de Qom. C'est l'ensemble des pays de la CEE qui condamne la sentence de mort par lui prononcée envers un écrivain de second ordre, illustre inconnu jusqu'à hier, qui s'est permis d'aligner quelques petites vacheries à propos du Prophète dans un livre désormais assuré de faire un tabac. Bush s'y est mis à son tour : il ne transigera pas et il fera respecter partout les intérêts américains ainsi que ceux de la Démocratie (les deux, il va de soi, étant indissociables). Cette détermination virile des gouvernements occidentaux est bien sûr amplement et bruyamment relayée par tous les médias. Jour après jour, la télévision en a rajouté pour nous "tenir informés" des derniers rebondissements de "l'affaire". La presse écrite a également mis le paquet. Pour ne citer qu'eux, "Le Nouvel Obs" et "Libé", qui sont les fidèles interprètes de la pensée gouvernementale, ont consacré leurs premières pages et de nombreuses colonnes à ce battage, allant même jusqu'à publier des chapitres entiers du livre maudit.

Une telle campagne n'est évidemment pas gratuite : quand la bourgeoisie fait des dépenses, c'est qu'elle en attend un bénéfice. Et ce bénéfice n'est pas, c'est évident, celui du seul Rushdie. C'est l'ensemble de la bourgeoisie du bloc occidental, avec sa presse aux ordres, qui participe à l'opération, et qui donc y est intéressée.

Cet intérêt, elle le trouve déjà dans le rideau de fumée que "l'affaire" peut constituer vis-à-vis des véritables problèmes qui se posent à la classe ouvrière de tous les pays et qui ont pour noms : austérité, chômage, misère, militarisme. Mais cela est commun à toutes les campagnes médiatiques sur quel que thème que ce soit.

La raison spécifique de cette campagne trouve son explication dans la stratégie d'ensemble du bloc

américain au Moyen Orient qui vise principalement, à l'heure actuelle, à réintégrer l'Iran en tant que position forte de ce bloc, comme ce pays l'était du temps du Shah. L'arrêt des hostilités et l'ouverture de négociations entre l'Iran et l'Irak avaient constitué un succès important de cette stratégie dans la mesure où ils résultaient de la pression victorieuse exercée par l'Irak - appuyée par l'armée occidentale du Golfe persique - dans la première partie de l'année 88. Mais, depuis, les choses, notamment les négociations, n'ont pas avancé assez vite du point de vue du bloc US. En particulier, les menaces lancées par Khomeiny à l'égard de Rushdie font la preuve qu'en Iran, les forces politiques "raisonnables" qui ont compris la nécessité d'un rapprochement avec le bloc occidental, n'ont pas encore réussi à s'imposer définitivement à la tête de l'Etat.

Les campagnes gouvernementales et médiatiques des pays du bloc occidental ont donc une double fonction. D'une part, c'est un message envoyé à la bourgeoisie iranienne qu'on menace de nouvelles représailles (comme celles exercées par la flotte occidentale du Golfe depuis l'été 87) au cas où elle serait tentée par l'aventure dans laquelle les religieux fanatiques veulent encore l'entraîner. Il faut lui faire comprendre que son "intérêt" passe par une mise au pas efficace de cette fraction de l'appareil d'Etat. D'autre part, ces campagnes ont pour objectif de préparer les "opinions", et particulièrement la classe ouvrière, à d'éventuels nouveaux faits d'armes occidentaux contre l'Iran : contre le "mal absolu", il n'y a pas de gants à prendre.

Ainsi toutes ces campagnes contre la "barbarie" des ayatollahs (qui est tout à fait réelle) n'ont, en fin de compte, d'autre fonction que de préparer de nouvelles manifestations de la plus grande des barbaries : la guerre impérialiste. Voilà ce que les ouvriers de tous les pays ne doivent jamais perdre de vue.

FM

Sommaire

FRANCE	
. Attaques anti-ouvrières.....	p.2
. Gardiens de prison.....	p.2
. Enseignants:les magouilles de la bourgeoisie.p.3	
. Ravalement de façade a F.O.....	p.3
. "S.U.D", nouvel avorton syndical.....	p.3
SITUATION INTERNATIONALE	
. Pologne.....	p.4
. Tract du "GPI" au Mexique.....	p.4
. Retrait russe d'Afghanistan.....	p.5
. Coup d'Etat au Paraguay.....	p.5
POLEMIQUE	
. Le soutien du PCI aux coordinations.....	p.6

AFGHANISTAN LA BARBARIE CONTINUE

(page 5)

AVANT COMME APRES LES ELECTIONS...

UN SEUL PROGRAMME DE LA BOURGEOISIE : PLUS DE CHOMAGE, D'AUSTERITE, DE MISERE

■ Pour la classe ouvrière, la bourgeoisie n'a qu'un seul programme : toujours plus de chômage, d'austérité, de misère, quels que soient les bénéficiaires au sein de la bourgeoisie des sordides marchandages étalés à l'occasion des élections municipales.

Même la traditionnelle "trêve" électoraliste dans les attaques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière est devenue une foutaise manifeste : c'est fini, enterré, révolu ! Qu'on en juge ! Alors que depuis le début de l'année 89, c'est une pluie de licenciements qui dégringole tous azimuts :

-Renault : 2753 nouvelles suppressions d'emploi sont annoncées (depuis 1984, plus de 30.000 ouvriers auront perdu leur travail à la Régie !) alors qu'à Chausson 1134 emplois sont encore aujourd'hui directement menacés.

-Dans la sidérurgie, après les "saignées" de Longwy-Denain-Dunkerque en 79-80 et alors que 20.000 licenciements ont été effectués au cours des cinq dernières années, le "laminage" de ce secteur continue : près de 5.000 licenciements supplémentaires sont en train de tomber dans le groupe "nationalisé" Usinor-Sacilor ou ses filiales : Sollac, Ugine-Aciers, Unimétal, Ascométal.

-Dans les raffineries pétrolières d'Elf-Aquitaine, 1.400 salariés seront prochainement jetés à leur tour sur le pavé !

-Dans le groupe Thomson, de nouvelles charrettes de licenciés sont préparées et sont égrenées méthodiquement tous les trois mois (les dernières en date annoncées : 220 à l'usine de Malakoff, 150 en Bretagne, d'autres dans la région bordelaise...).

Il en est de même dans les mines, le textile (chez Boussac, notamment) et pour une kyrielle d'entreprises diverses de moindre importance -600 licenciements chez Chaffoteaux et Maury (sanitaire) par exemple- ou dans les grands magasins ("Les 3 quartiers" à Paris...). Aux Chantiers navals de l'Atlantique, 200.000 heures de chômage partiel sont d'ores et déjà programmées au cours du second semestre de l'année.

Chaque jour, plusieurs centaines d'emplois disparaissent alors que les statistiques truquées de la bourgeoisie ne pouvaient déjà masquer, pour le seul mois de décembre 88, une augmentation de 1,4% de chômeurs supplémentaires (et de 4,5% concernant les

demandes d'emploi chez les jeunes de 18 à 25 ans) le cap de 10% de la population active en chômage est dépassé dans toutes les régions !

En même temps, toujours officiellement, c'est le travail intérimaire qui s'est considérablement développé (augmentation de 30% en un an). Plus de 3 millions d'ouvriers vivent en France d'un travail temporaire, intérimaire, saisonnier ou intermittent. Quant aux multiples formes de stages sous-payés, le ministère "du travail et de la formation" faisait publier au Journal Officiel fin janvier l'annonce d'une baisse importante de contribution de l'Etat pour les "stages d'insertion à la vie professionnelle" (SIVP) dans la "rémunération" des stagiaires, abandonnant cette part "à la charge des employeurs".

Même dans les pseudo-palliatives au chômage qu'elle a inventées, la bourgeoisie n'est plus capable de gérer la misère alors que la farce du "revenu minimum d'insertion" se met en place dans un dédale de paperasses, démarches humiliantes et de tracasseries administratives pour "aménager" et entretenir cette misère.

La situation où est plongé un nombre croissant d'ouvriers et leurs familles apparaît de plus en plus dramatique : d'ores et déjà 400 000 personnes sont officiellement dépourvues de toute protection sociale, 500 000 ménages vivent avec un revenu inférieur au seuil du revenu d'insertion, tandis que le Conseil Economique et Social évaluait en milieu d'année 88 2,5 millions de personnes vivant "en état de précarité grave", une proportion croissante d'entre elles se retrouvent sans domicile fixe.

Cependant, c'est pour tous les salariés, que s'est manifestée une dégradation marquante et sensible du niveau de vie et des conditions de travail au cours de ces derniers mois. Mais ce qui est significatif de l'ampleur des attaques est ce que la bourgeoisie prépare à moyen terme et réserve à tous les ouvriers une fois franchi le cap des municipales. Dans les services publics et le secteur public en particulier, plusieurs milliers d'emplois supplémentaires vont disparaître en application des restrictions budgétaires pour 1989 : pour la seule administration des impôts par exemple, 706 postes seront supprimés dans l'année et 5 000 d'ici 5 ans. Le ministre de la Fonction publique Durafour a d'ailleurs annoncé que "l'année 89 serait décisive

pour l'administration". Son projet de "gestion prévisionnelle des effectifs" sera calqué sur... celui des entreprises privées. Mais au-delà de cette mesure, les différentes "réformes" envisagées placent le secteur public plus nettement encore qu'aujourd'hui comme cible prioritaire de la politique d'austérité dans les prochains mois.

Par ailleurs, en début d'année, le déficit de la Sécurité Sociale a été une nouvelle fois mis en avant. But de ce battage ? Etendre les cotisations de l'assurance maladie aux retraités. L'ex-premier ministre Fabius et le président des mutuelles ont déjà façonné ce projet avec l'argument "les personnes âgées devront participer davantage à l'effort national productif et aux dépenses collectives." Si les ouvriers vivent trop longtemps eh bien, ils n'ont qu'à payer pour cela !

Dans la foulée, ce sont toutes les cotisations sociales (l'ex-giscardien Stoléru et le rocardien Evin l'ont dit) qui seront généralisées à l'ensemble des revenus à commencer comme le prévoit le 10^e plan devant couvrir la période 1989-1992 par l'impôt solidarité qui sera prélevé sur tous les salariés et non plus sur ceux au-dessus d'un certain "revenu annuel". L'autre "innovation" de ce plan est qu'il "prépare une grande réforme de l'imposition" qui se traduira à partir de 1993 par une "retenue" à la source de l'impôt sur le revenu". C'est sans doute dans cette perspective que cyniquement l'Etat multiplie en matière d'impôts la saisie-arrêt sur salaire qui a été systématisée en 88...

Et c'est au nom de la "prise de conscience nécessaire du coût de la protection sociale" que les fiches de paye font désormais apparaître les charges de l'employeur pour chaque salarié. La bourgeoisie ne fait que préparer l'ensemble des ouvriers à de "nouveaux sacrifices", à des "efforts de solidarité" plus importants à accomplir.

Austérité pour tous, chômage et misère pour un plus grand nombre : voilà la seule réalité que les ouvriers peuvent attendre de la part de la bourgeoisie. De la droite à la gauche, celle-ci n'a rien d'autre à leur offrir. Il n'y a plus aucune illusion possible.

YD

GREVE DES MATONS : la bourgeoisie utilise ce conflit contre la classe ouvrière

■ Alors que la colère ouvrière gronde à nouveau un peu partout en France, les médias de la bourgeoisie n'ont pas cessé de mettre tous leurs projecteurs sur la lutte des matons, leur faisant une place considérable dans les informations quotidiennes. Tous les jours, on nous fait assister à de soi-disant affrontements entre les grévistes et les forces de l'ordre pendant que les syndicats vont et viennent, durcisant leur ton face à un gouvernement toujours aussi intransigeant.

Que les gardiens de prison, comme la grande majorité des travailleurs, aient des raisons de se battre pour défendre et améliorer leurs conditions de vie, c'est évident ; mais en aucune manière leur lutte ne peut être assimilée à une lutte ouvrière. Les matons font partie de ces catégories de la société qui, bien qu'exploitées et même durement par la bourgeoisie, n'en sont pas moins à son service, au service de son ordre social.

De plus, même si aujourd'hui ils refusent les conditions de misère qui leur sont imposées, même si leur lutte semble perturber quelque peu certains rouages de l'Etat bourgeois, elle ne représente nullement, contrairement aux luttes ouvrières, un danger réel pour la classe dominante.

Mieux la bourgeoisie, en focalisant tous ses médias sur elle, cherche à l'utiliser contre la classe ouvrière :

-d'abord pour créer un rideau de fumée et occulter

ainsi la vraie lutte de classe, la colère et la combativité qui se développent aujourd'hui au sein de la classe ouvrière ;

-ensuite pour permettre aux syndicats de bomber le torse, d'apparaître à moindre frais comme "décidés à la lutte" et même de jouer au grand jeu de "l'unité syndicale retrouvée" ;

-enfin pour développer une campagne idéologique contre les vraies luttes ouvrières. Aujourd'hui elle accuse les matons d'entraver "la justice" voire "les libertés démocratiques" pour justifier l'utilisation de ses forces de l'ordre et cela à moindre frais, demain elle le fera avec beaucoup plus de détermination et d'agressivité face aux "irresponsables" -ouvriers ceux-là- qu'elle accusera d'entraver par leurs grèves, leurs manifestations, soit "la liberté du travail", soit "la liberté de circuler", soit "le bon fonctionnement du service public", etc... C'est à la répression des luttes ouvrières à venir que la bourgeoisie cherche à nous habituer à travers cette campagne.

La seule réponse que doit y faire la classe ouvrière, ce n'est ni de se laisser détourner de ses propres préoccupations, ni de se laisser impressionner, ni de taire sa colère et sa combativité, mais au contraire de pousser encore plus fort et plus loin ses propres luttes. C'est la bourgeoisie qui doit plier !

JE

REVUE INTERNATIONALE N° 56

France :
LES COORDINATIONS SABOTENT LES LUTTES

Où en est la crise économique ?
LE CREDIT N'EST PAS UNE SOLUTION ETERNELLE

Algérie :
LA BOURGEOISIE MASSACRE

Polémique :
COMPRENDRE LA DECADENCE DU CAPITALISME, IV.
LE MILIEU POLITIQUE DEPUIS 1968, III.

Il y a 70 ans :
LA REVOLUTION EN ALLEMAGNE

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés :
ISSN 0336 464 X

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "R.I." ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTION

D. (Rouen) : 200 F, EVJC (Bordeaux) : 333 F.
Nantes : Adso:150F ; Al:370F ; NR:130F ;
Picpus:10F ; RP:40F ; L.:20F ; DD:80F ; PB:100F ;
Mallers:150F ; Ly:120F ; Stanley:85F ; La:60F ;
G:100F ; EV:20F.
Toulouse : Ra:20F ; JL:60F ; Fr:70F.
Tours : Bacalo:25F ; La:20F ; Stanley:15F.
TOTAL DU MOIS : 2.178,00 F
TOTAL 1989 : 6.355,50 F

LIBRAIRIES.

Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact" rue Lepneveu
BORDEAUX : "Le Roi Lire" rue Ste Catherine
"Mimesis" 58, rue de Grassis.
"Machine à Lire" 13, rue de la Devise
BREST : "Graphitis" place St Louis
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore" 3, rue de l'Ente
"Librairie Jean Rome" 1 rue des Graud
"Maison de la Presse" place de Jaude
DUNKERQUE : "Maison de la Presse" 34, rue Poincaré
LA CIOTAT : "Maison de la Presse" quai Stalingrad
LA ROCHE/YON : "Le Chiquito" 83, Bd Maréchal Leclerc
LAVAL : "Point presse" Centre Cial La Mayenne
"Maison de la Presse" pl. de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles" 27, pl. des Halles Centrales
LILLE : "Galerie" 57, rue de Béthune
"Centre Culturel Libertaire" 1-2, rue du Péage
(Métro Fives)
LYON : "La Gryphe" 5, rue Sébastien Gryphe (7ème)
MARSEILLE : "Odeur du Temps" 6, rue Pastoret (13006)
"Maison de la Presse" 1, chemin de la Gavotte (13015)
MARTIGUES : "Maison de la Presse" rue Lamartine (13500)
MELUN : "La Porte ouverte" 19, Général de Gaulle
MONTAUBAN : "Maison de la Presse" rue de la République
METZ : "Géronimo" 31, rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche" rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie" 67, rue de Bagnueux
NANTES : "Le Bateau Livre" rue Jean-Jaures
"Vent d'Ouest" 5, pl. du Bon Pasteur
"Tabacs-Presse" 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre" 50, Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes" rue Notre-Dame
de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge" 1bis, rue d'Alésia (75015)
"Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
TOULOUSE : "Toulouse Presse" 60, rue Bayard
"FNAC" 1bis, place Occitane
"Les Arcades" place du Capitole

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous soient envoyés.

GREVE DES ENSEIGNANTS

UNE OCCASION POUR LA BOURGEOISIE DE REDORER LE BLASON DES SYNDICATS

■ Les signes de la volonté d'entrer en lutte au sein de la classe ouvrière se multiplient ces derniers temps : depuis les luttes chez Thomson contre les nouveaux plans de licenciements, en passant par la grève des nettoyeurs du métro parisien, les journées de grèves et de manifestations dans le secteur de l'éducation jusqu'au mouvement de grève de la météorologie nationale, cependant qu'éclatent ici et là de multiples petites luttes plus sporadiques (atelier SNCF de Juvisy, Orangina à la Courneuve, Renault, Ascométal en Lorraine...) contre les salaires de misère et les licenciements. Tout cela vient confirmer que l'énorme potentiel de combativité, qui était déjà si fortement présent à l'automne dernier (et que les manœuvres combinées du gouvernement, des coordinations et des syndicats avaient réussi à empêcher d'éclater massivement), est resté entier.

Pour autant, ce potentiel ne pourra réellement déboucher et s'orienter vers une entrée en lutte massive et unie des ouvriers que si les leçons les plus cruciales des luttes de l'automne sont pleinement tirées, en particulier les pièges déployés par la bourgeoisie dans la lutte des hôpitaux.

Cela est d'autant plus important qu'on est en train d'assister -autour des mouvements de mécontentement chez les enseignants- à une tentative de la bourgeoisie de lancer la classe ouvrière dans les mêmes ornières qu'à l'automne.

Ainsi, depuis la fin janvier on assiste à tout un partage du travail, toute une complicité, entre le gouvernement et les syndicats du secteur de l'éducation, consistant à prendre les devants face à la colère réelle et profonde qui règne dans ce secteur de la classe ouvrière pour mieux l'étouffer et l'entraîner sur une voie de garage.

D'une part en choisissant le moment de la mobilisation. C'est fin janvier que Jospin publie son fameux "rapport", aussitôt commence le grand barouf des syndicats qui appelleront à une série de manifestations, comme par hasard à la veille des congés scolaires de février. Et la dispersion des forces ne s'arrête pas là : bien entendu c'est de manière divisée, saucissonnée que les différentes catégories sont appelées à manifester : tel jour les instituteurs, tel autre les profs de lycée. Tout cela pour ensuite renvoyer l'action à début mars, période où l'énorme fanfare des municipales battra son plein, rendant plus difficile tout élargissement du mouvement à d'autres secteurs.

A travers tout cela, ce qui est visé avant tout c'est l'émiettement de la combativité en poussant les ouvriers dans le corporatisme et même le catégorialisme le plus étroit, voire le plus élitiste qui soit.

LE PIEGE DU CORPORATISME

Ne voilà-t-il pas qu'après les infirmières, la nouvelle corporation que ceux qui nous gouvernent estiment "oubliée", et "insuffisamment reconnue", c'est celle des enseignants. C'est en gros le discours qui servait d'emballage à la sortie du "projet Jospin" et de ses fameux "10 milliards". Même Mitterrand n'a pas craint d'avoir l'air de radoter en annonçant à la télévision qu'il "comprendait les en-

seignants" et qu'il les prenait "prioritairement en considération".

Exactement comme dans la grève des hôpitaux, ce discours est largement relayé par ceux qui prétendent prendre la direction de la lutte (en l'occurrence la "coordination infirmière" hier, les syndicats et les petites coordinations de profs et d'instituts qui repointent leur nez aujourd'hui). Tous invitent les enseignants à se mobiliser "en tant que catégorie particulière" pour "revaloriser la profession", pour "défendre leur statut" et la "reconnaissance de leur métier", cela allant jusqu'à revendiquer... encore plus de restrictions au niveau des conditions d'embauche ! C'est ainsi qu'on a vu le SNI (syndicat des instituteurs de la FEN) mobiliser le 1er et le 8 février les instituteurs pour réclamer, c'est désormais à la mode, le même écoulement et élitiste "BAC +6/3", qui avait fait les belles heures de la "coordination infirmière".

Pendant ce temps bien sûr les réelles questions, les vraies raisons de rentrer en lutte, que ce soit à l'Education Nationale, aux PTT, chez Renault ou dans les mines de Lorraine, à savoir les salaires, les effectifs, les conditions de travail, sont au mieux noyées, dévoyées dans un fatras incompréhensible et au pire passent complètement sous le manteau. Et si on entend aussi dans la bouche des syndicats un mot sur les salaires, ce n'est surtout pas au nom du fait qu'on ne s'en sort pas avec les salaires de misère qui sont le lot dans quasiment tous les secteurs ouvriers aujourd'hui, mais au nom du "mérite qu'il y a à éduquer la jeunesse", comme hier de celui qu'il y avait à soigner les malades. Autrement dit, la revendication même de l'augmentation des salaires (qui est celle qu'on retrouve dans toutes les luttes aujourd'hui), revendication potentiellement la plus unitaire qui soit, se transforme en nouveau prétexte à l'enfermement corporatiste et même au rejet élitiste des autres ouvriers parce que "moins méritants".

UN MOYEN POUR LA BOURGEOISIE DE REDORER LE BLASON DES SYNDICATS ... ET DU GOUVERNEMENT

Voilà le piège dans lequel la bourgeoisie est en train d'enfermer la mobilisation des enseignants. Et ce faisant elle s'appuie sur "l'exemple" de la grève des infirmières et sur l'idée : "en se battant en tant que corporation particulière, on peut gagner quelque chose, la preuve c'est ce qu'ont fait les infirmières et elles ont gagné". Or rien n'est plus faux : pas plus les infirmières que les enseignants n'ont obtenu quelque chose sur les questions essentielles. Mais si la bourgeoisie fait tout pour faire mousser les particularités et flatter le pire corporatisme, c'est surtout pour éviter que les autres secteurs de la classe ouvrière puissent se reconnaître dans cette lutte. Et ce n'est pas par hasard. La bourgeoisie sait parfaitement que la situation est grosse d'un mouvement de mobilisation massive de l'ensemble de la classe ouvrière c'est pourquoi elle s'efforce de mettre tous les atouts de son côté contre la prise de conscience parmi les ouvriers de la nécessité de lutter UNIS et de s'en donner les moyens.

F.O. CHANGE DE TETE

pour un meilleur sabotage des luttes ouvrières

■ Ce n'est un secret pour personne. Les ouvriers se détournent massivement des syndicats et l'affaiblissement de ces organes de l'Etat capitaliste s'accroît inexorablement. La bourgeoisie, consciente de ce problème, réoriente sur le terrain ouvrier la présence de ces irremplaçables appareils de contrôle social sur le terrain des luttes. Le dernier syndicat opérant son tournant radical aura été F.O.

Celui-ci, fondé en 1948 par les fonds C.I.A. inscrits dans le plan Marshall d'après-guerre, se compose, hormis les staliniens du P.C.F. restés à la C.G.T., de toutes les fractions de la bourgeoisie: Gaullistes, anti-cléricaux, francs-maçons (Blondel), anarcho-syndicalistes (Hébert), trotskistes de L.O. (Laguiller) ou du M.P.P.T. (Boussel-Lambert), tout ça baignant dans les eaux fétides de la gestion des fonds sociaux (Bergeron, patron des ASSÉDIC), véritable mafia d'Etat.

Pour la bourgeoisie, changer d'orientation c'est d'abord changer de "figure": après Maire de la C.F.D.T., c'est Bergeron qui est mis au rancard, tous deux par trop habitués des salons roses de l'Elysée.

La ficelle est grosse mais il ne faut pas sous-estimer les conséquences de cette manœuvre qui replace résolument les syndicats sur le terrain des luttes.

Mr Blondel nous décrit déjà en quelques mots les objectifs du tournant radical F.O. : de la fameuse "politique contractuelle" on passe à "un syndicalisme de contestation"; et afin d'"avoir une politique plus offensive par rapport à l'action revendicative" il nous livre que "les revendications du syndicat sont en complète contradiction avec les axes du Xème plan"; ce qui n'est tout de même pas banal pour le genre de la maison...

Pour étayer la démonstration du nouveau look radical de F.O., une formidable campagne médiatique est déclenchée à travers la grève des matons. Ces derniers, prisonniers de leurs prisons, en sont les

bois émissaires. Tout y est pour nous convaincre qu'à F.O. on n'hésite pas à s'opposer aux C.R.S., qu'à F.O. on ne négocie pas sur n'importe quelle base, qu'à F.O. on défend jusqu'au bout les "intérêts professionnels".

Pour valider ce tournant, il fallait un congrès. Ce fut l'unique objet de ce dernier en Février 1989. L'empoignade entre "Blondélistes", camp des jeunes bonzes pour la nouvelle orientation, et "Pitousiens", du candidat Pitous, soutenu par les vieux bonzes, conservateurs de la ligne Bergeron, alla jusqu'à l'usage des bombes comme pour tel chef fédéral corse hésitant. Mais dans ce congrès, le moyen déterminant pour replacer le syndicat sur les chemins de la contestation, s'avérera être produit par les gauchistes.

Pesant de tout leur poids en faveur de Blondel, ils se manifesteront une nouvelle fois (tant s'en faut !) être à la pointe de la politique bourgeoisie de "recomposition syndicale" nécessaire à un sabotage plus efficace des luttes ouvrières. Les médias seront particulièrement insistants sur ce soutien trotskiste à Blondel afin d'asseoir dans l'opinion l'idée d'un profond changement dans l'appareil F.O.: celui-ci se trouvant désormais, orné des "plumes de paon" d'une caution "révolutionnaire". Comme le dit Krivine de la L.C.R. à propos du vote Blondel/Pitous: "Entre la peste et le choléra, il faut choisir !". Tout un chacun aurait conclu à l'inverse, mais en bon politicien bourgeois très au fait de l'atmosphère anti-syndicale qui règne dans les rangs ouvriers, Mr Krivine a pleinement conscience de la nécessité de cette réadaptation.

Pour les ouvriers, le combat inévitable contre ces syndicats déterminés à ne pas se laisser marginaliser sera rendu plus âpre, comme les agissements de la C.G.T., radicalisée depuis 1984, nous en avait donné un avant-goût. Mais aussi il doit être plus clair: les syndicats sont les ennemis de nos luttes, il faut les en expulser !

20/02/89 Yaëlle.

Mais la manœuvre ne s'arrête pas là. La bourgeoisie sait parfaitement que règne dans la classe ouvrière une ambiance grandissante de méfiance, voire de rejet ouvert de l'encadrement syndical (et les luttes dans les hôpitaux à l'automne l'ont clairement confirmé); C'est pourquoi elle se sert aujourd'hui de cette "lutte des enseignants" pour s'efforcer d'opérer un grand ravalement de façade de ses syndicats. Ainsi on voit les syndicats se mettre en première ligne, jouer les radicaux dans le secteur de l'enseignement, secteur qu'ils contrôlent relativement bien, pendant que le gouvernement joue la carte de la "compréhension" et fait mine de "céder". Non seulement ça favorise l'opération de recréation de l'"efficacité syndicale", mais ça ne fait pas de mal à l'image du gouvernement à la veille des municipales.

C'est ainsi qu'ils ont réussi le tour de force de faire apparaître la mesure consistant à augmenter la sélection à l'embauche (en exigeant maintenant 3 années d'études après le bac, au lieu de 2, pour un instituteur) comme un "recul du gouvernement sous la pression de la rue" et une "preuve de l'efficacité des syndicats". En vérité non seulement ce "recul" écarte les vrais problèmes (sur les salaires, les effectifs) mais il s'agit d'une mesure en parfaite continuité avec les précédentes attaques du gouvernement (qui supprimait lui-même il y a quelques années l'embauche au niveau du bac) et qui s'inscrit parfaitement dans la logique réelle des projets gouvernementaux : limiter les effectifs, faire travailler plus et plus dur les enseignants dans des classes toujours plus surchargées. En échange ils auront la "reconnaissance éternelle" du gouvernement et la vague promesse de peut-être quelques centaines de francs de plus en fin de carrière.

Ceci dit, le message est adressé par la bourgeoisie à l'ensemble de la classe : il s'agit de faire

(SUITE PAGE 5)

SYNDICAT "S.U.D." : la CFDT accouche d'un avorton

■ Solidaire, Unitaire, Démocratique. C'est ainsi que s'intitule le dernier né des avortons issu du croisement de la matrone syndicale et du gauchisme. Après la suspension par la CFDT de certaines sections syndicales des PTT, les gauchistes qui les animaient, devenus orphelins, veulent malgré tout reconstituer une famille sur le mode syndical qui leur est inhérent. Et c'est le syndicat "SUD".

Les trois mots qui lui servent de sigle sont déjà tout à fait clairs quant au fait que ce "nouveau" syndicat, pas plus que les autres, ne sera un outil pour la lutte, mais bien un obstacle, un ennemi décidé de plus des luttes ouvrières.

Solidaire : le SUD affirme dans un tract de janvier 89 son "soutien total aux formes adoptées par les grévistes : comités de grève, coordinations, assemblées générales de grévistes. Tous ces moyens ont fait leurs preuves chez les infirmières, chez les chauffeurs de la DMT..."

Or, tant dans la grève des infirmières que dans celle des chauffeurs-postiers, si on a, certes vu des coordinations à foison, on n'y a pas vu ni réel comité de grève, ni réelle assemblée générale. Quand on a vu des organes qui prétendaient en avoir le nom, il s'agissait de fabrications magouillées par les syndicats, les gauchistes et les coordinations. Si nos "sudistes" font référence à ces deux formes authentiquement ouvrières, c'est en fait pour les assimiler à l'outil des syndicalistes de base que sont les coordinations.

Unitaire : signifie simplement que SUD est disposé à continuer le sale boulot de mystification que constitue l'appel à l'unité des syndicats comme préalable à l'action. Combien de fois a-t-on vu les syndicats se faire la "gue-guerre" quand les ouvriers sont prêts à lutter. Et il y a toujours un syndicaliste de base pour dire alors que tant que les syndicats ne sont pas unis, on ne peut pas partir en lutte. SUD dit clairement qu'il est prêt à ajouter sa voix au concert discordant des centrales syndicales.

Démocratique : cela veut dire "un syndicat où chacun pourra dire son mot et sera libre de ses actes" (tract de janvier). C'est donc la démocratie pour les syndicats, pas pour les AG ouvrières. Il ne faut pas exagérer. Bien sûr, SUD veut la démocratie, c'est-à-dire la possibilité pour tous les syndicats de s'exprimer. Il le revendique parce qu'il est le plus petit et le dernier des syndicats. Il veut avoir son mot à dire, et accessoirement, il veut sa place au soleil, sa part du gâteau, en termes de locaux alloués par l'administration, d'heures de délégation, etc... Et c'est pourquoi il se présente aux élections du CAP de mars 89. Voilà ce qu'est la démocratie pour SUD.

SOLIDAIRE des autres syndicats, UNITAIRE, avec les autres syndicats, DEMOCRATIQUE, avec les autres syndicats. Voilà le "nouveau" programme d'un "nouveau" syndicat qui nous propose de tomber, une fois de plus, dans le piège d'un syndicalisme de base ; ce qui n'a rien de nouveau.

A côté des grandes centrales syndicales, l'avorton SUD vient apporter sa petite pierre au dispositif de la bourgeoisie en semant la confusion et le débousollement dans les rangs ouvriers.

P.

LEGALISATION DE "SOLIDARNOSC"

DES PROMESSES DE DEMOCRATISATION
POUR MUSELER LA CLASSE OUVRIERE

■ Le 6 février à Varsovie, s'ouvrait la fameuse "table ronde". Ce moment qualifié par tous de "crucial", voire d'"historique" pour les ouvriers polonais, devrait déboucher sur "du jamais vu au monde" comme l'annonçait fièrement la veille Geremek, l'un des principaux dirigeants de Solidarnosc.

UNE GRANDE FETE POUR LA BOURGEOISIE

Et tout était fait pour monopoliser la vie entière du pays, pour mettre en relief le moment, lui donner le maximum d'écho et de dramatisation. D'abord dans sa préparation qui a nécessité plusieurs semaines de tractations, de va-et-vient et cela dans une pseudo-atmosphère d'incertitude. On a eu droit au "drame" de Jaruzelski en difficulté dans son parti devant faire face aux réticences des "staliniens" purs et durs ; mais aussi à celui du "grand" Walesa faisant tout pour calmer les doutes qui s'exprimaient dans Solidarnosc sans oublier les tiraillements dans les syndicats officiels (OPZZ) provoqués par les anti-Solidarnosc.

Quant au "grand moment" lui-même, quel spectacle ! Tous ces messieurs, Walesa en principale vedette, autour de la grande table sous les flashes des journalistes du monde entier, le tout filmé par la télévision et retransmis intégralement à une heure de "grande écoute" avec l'approbation, la bénédiction et les encouragements du "grand frère" soviétique.

Et les enjeux sont, semble-t-il, de taille. Ce serait ni plus ni moins que d'entamer un processus de "démocratisation" en Pologne. D'ailleurs le représentant du gouvernement, le général Kiszczak d'entrée donnait le ton pompeusement : "Nous devons bâtir un socialisme au visage polonais, démocratique et humaniste". Le gouvernement polonais serait prêt à remettre en question son monopole politique et social, à discuter des "libertés politiques", des "élections libres", de la "liberté de la presse" et bien sûr des "libertés syndicales" c'est-à-dire de la "légalisation de Solidarnosc". Comme nous le rapporte la presse bourgeoise, cette table ronde ressemble plus à une grande fête qu'à une rude négociation.

Mais tout cela n'est que fumisterie, mensonges. Ce n'est pas autre chose que ce que veut faire apparaître la bourgeoisie, toutes fractions confondues,

du PC polonais au syndicat Solidarnosc, en passant par les OPZZ, l'Eglise etc.

UN MIROIR AUX ALOUETTES
POUR LA CLASSE OUVRIERE

La seule question qui se trouve au coeur de ses débats, le seul et véritable problème qui préoccupe tous ces bourgeois réunis c'est la classe ouvrière.

Orzechowski, éminent dirigeant "communiste", est clair à ce sujet : "Un parti qui se veut être le parti des travailleurs ne peut pas rester indifférent à ce que pense une grande partie de la classe ouvrière". Le même, d'ajouter pour convaincre ceux qui n'auraient pas encore compris quel est le véritable enjeu : "Il nous faudra, certes, payer un prix mais ne sera-t-il pas inférieur à celui que nous paierons si nous ne le faisons pas ?"

L'ampleur qui est donnée au spectacle même n'a comme seul but que d'occuper l'attention des ouvriers et de tenter de les détourner de leur préoccupation quotidienne et véritable : la misère qu'ils vivent. Et il est à parier que la bourgeoisie va chercher à faire durer le spectacle pour en tirer un maximum de profit.

Quant au contenu de la campagne politique qu'on assène aux ouvriers à haute dose ces derniers mois, il n'a comme seul objectif que de les détourner de leur terrain de classe, de leur lutte de classe pour les embrigader dans une bataille qui est non seulement pas la leur, mais qui est surtout un gigantesque piège que leur tend la bourgeoisie. Il s'agit de les faire "participer" au combat qui se mène, aujourd'hui, pour la "démocratisation du système", entre les "forces de progrès et d'ouverture" qui vont de Solidarnosc aux dirigeants communistes "gorbacheviens" et les "rétrogrades, nostalgiques du passé". Walesa n'est pas en reste quand il s'agit de poser les termes du piège : "Nous constatons une volonté de changement du gouvernement, nous avons de l'espoir... mais nous sentons toujours dans notre cou le souffle de Staline".

Mais déjà aujourd'hui, les intentions profondes de la bourgeoisie apparaissent clairement malgré l'épaisseur de ce brouillard idéologique. Autour de la "table ronde" il n'est question que d'être "réaliste", "raisonnable" de "faire des concessions" de

part et d'autre mais ce n'est qu'au détriment de la classe ouvrière. C'est un marché de dupes qu'on lui impose :

- Le gouvernement "céderait" sur la "légalisation" de Solidarnosc c'est-à-dire qu'il lui permettrait d'étendre au maximum ses structures pour pouvoir encadrer et saboter toutes les luttes à travers le pays ;

- Solidarnosc prendrait l'engagement de faire accepter aux ouvriers, en échange de sa "légalisation" les plans économiques du gouvernement. Geremek, lui-même, l'avoue : "les réformes économiques entraîneront des fermetures d'entreprises non rentables, des migrations de main-d'oeuvre."

La bourgeoisie de l'Est, en particulier celle de Pologne, a bien appris de ses soeurs occidentales. Et c'est en vue des attaques anti-ouvrières encore plus féroces que le gouvernement va asséner demain à la bourgeoisie a besoin plus que jamais de Solidarnosc et de ses capacités à contrôler les ripostes ouvrières.

SOLIDARNOSC EST LE PRINCIPAL PROTAGONISTE
DU PIEGE ANTI-OUVRIER

Cette tâche de sabotage des luttes ouvrières, Solidarnosc l'assume depuis sa création et même l'affirme ouvertement aujourd'hui : "Solidarnosc affirme que les grèves ne sont pas dans l'intérêt du pays" (Geremek). D'ailleurs il n'a pas eu longtemps à attendre pour le prouver encore une fois.

Alors que le "spectacle" de Varsovie venait à peine de commencer, les 8000 ouvriers de la centrale électrique de Belchatow se mettaient en grève. Immédiatement, Walesa dépêchait l'un de ses comparses pour calmer ses 8000 irresponsables qui étaient en train de nuire au bon déroulement de la table ronde et se félicitait dès le lendemain de la suspension de la grève. Aujourd'hui il parcourt tout le pays pour convaincre la majorité des ouvriers que "le temps n'est pas à la révolution, mais à la fin du monopole et au pluralisme".

Voilà ce à quoi la classe ouvrière doit s'attendre si elle se laisse séduire par les sirènes de la "démocratisation", si elle suit Solidarnosc. C'est ce que recherche la bourgeoisie à travers sa "table ronde".

JE

TRACT DU G.P.I. AU MEXIQUE

Au Mexique comme partout dans le monde, c'est aux mêmes attaques incessantes du capitalisme que se trouve confrontée la classe ouvrière. Contre la misère croissante, de plus en plus insupportable, les ouvriers de ce pays, comme partout ailleurs, n'ont pas d'autre choix que de riposter de façon massive et unie.

Face au développement de la combativité ouvrière et aux tendances à l'unification des luttes, la bourgeoisie mexicaine à l'exemple de ses consœurs occidentales,

déploie les mêmes pièges que ceux auxquels la classe ouvrière des pays d'Europe de l'Ouest se heurte aujourd'hui : les syndicats et les coordinations.

C'est dans cette situation d'exacerbation de la confrontation entre les classes que le G.P.I. participant activement à tous les combats des ouvriers au Mexique, a diffusé le tract que nous publions ci-dessous et dont le CCI ne peut que saluer la clarté des orientations.

bativité ouvrière et de la conduire dans l'impasse de la "démocratie syndicale", de l'isolement et de la démobilisation.

QUELLE EST ALORS L'ALTERNATIVE ?

Devant les manoeuvres des syndicats, nous, travailleurs les plus combattifs, ne devons pas rester à la maison ou silencieux dans les assemblées ; nous devons combattre tous leurs pièges, en impulsant des assemblées générales qui décident de la conduite de la lutte, qui nomment des commissions élues et révocables par ces mêmes assemblées.

Il est nécessaire de prendre contact avec les ouvriers des autres usines et prendre en main l'unité réelle de nos luttes. Ne permettons pas que le syndicat ou la "coordination" prenne le contrôle de la lutte ! L'organisation de la lutte se constitue dans et pour la lutte même ; la coordination réelle du mouvement doit être prise en charge par les assemblées.

Au cours des manifestations et des meetings, nous devons enterrer les mots d'ordre de la gauche et des gauchistes par nos propres mots d'ordre. Pour cela, les ouvriers les plus décidés doivent se réunir pour préparer les assemblées et les manifestations, en formant des comités de lutte qui défendent les nécessités du mouvement, la lutte pour l'extension et l'unité des grèves sur le seul terrain de classe possible : l'amélioration de nos conditions de vie et de travail.

Seule la lutte massive et unie des travailleurs, seul un mouvement élargi qui rompe avec les barrières de la corporation, du secteur ou de la région, pourra non seulement empêcher la répression mais aussi arracher des augmentations salariales au delà des plafonds imposés par le capital. De la même façon, seule cette lutte massive et unie des travailleurs peut ouvrir le chemin vers la liquidation définitive de ce système d'exploitation qu'est le capitalisme et vers la construction d'une société sans différence de classes, la société communiste.

NE LUTTONS PAS ISOLEES, UNIFIONS NOTRE
MOUVEMENT !

GRUPO PROLETARIO INTERNACIONALISTA. Février 1989

LE G.P.I. PUBLIE LA REVUE TRIMESTRIELLE
"REVOLUCION MUNDIAL"

POUR TOUT ABBONNEMENT,
Ecrire A LA BOITE POSTALE DE R.I.

PRENONS NOS LUTTES EN MAINS !

■ Chute vertigineuse des salaires ; licenciements massifs, qui vont s'accroître encore avec les coupes budgétaires dans des entreprises stratégiques (PEMEX, SIDEREMEX, FERTIMEX, CFE, AZUCARSA...) ; misère absolue pour plus de 7 millions de chômeurs et augmentations brutales des cadences et des charges de travail : voilà ce que le capital est en train de nous offrir déjà, mais ce n'est que le début d'une situation qui s'annonce encore plus intolérable pour les travailleurs.

Tout cela a provoqué une telle ambiance de mécontentement et de tension sociale parmi les travailleurs, que les syndicats, en tant qu'instruments du capital qu'ils sont, ont dû employer à fond leurs manoeuvres pour se porter au devant des luttes, isolant les travailleurs et les menant à la démobilisation.

Grèves, manifestations et piquets ont été à l'ordre du jour durant le mois de janvier et en ce début de février : arrêt de travail de 2 heures pour les employés des services publics à Veracruz, suivis 8 jours plus tard par les travailleurs municipaux de Poza Rica. Les administratifs de l'Université de Basse Californie, les travailleurs de la Iberoamericana, partent également en grève pour des augmentations de salaire. NKS à Michoacan, Alimentos Club de Tlaxcala, Molinos Vascos, Tipolito et IEM à Tlalnepantla... sont autant d'endroits où les syndicats de tous types ont dû prendre les devants de la combativité des ouvriers pour maintenir leur contrôle des luttes.

COMMENT LES SYNDICATS
SABOTENT-ILS LES LUTTES ?

L'isolement des luttes à travers le syndicalisme est le contre-feu utilisé par le capital pour mouil-

ler la poudre de la riposte ouvrière. Le syndicat de la métallurgie annonce déjà la "négociation" entreprise par entreprise. Les ouvriers de Molinos Vascos et de la IEM ont été enfermés dans un problème présenté comme ne concernant "que l'usine". Ceux de NKS ont d'abord été isolés dans leur usine, pour qu'ensuite la Marine et la police industrielle s'emparent des installations. Les travailleurs des universités ont été séparés de leurs camarades de travail dans les mêmes centres éducatifs... En résumé, aujourd'hui nous assistons à un travail systématique de sabotage des luttes de la part des syndicats. Dans cette situation, le mythe de la "démocratie syndicale" est mis en avant en tant que nouveau piège tendu par la gauche du capital aux ouvriers, chaque fois que ces derniers rejettent le syndicat.

LES "COORDINATIONS" : UNE NOUVELLE ENGEANCE
POUR ENCADRER LES LUTTES

Les "coordinations" du type de la COTRASE, Nationale des Universités, de IMSS, de CNTE... sont, à côté du processus de formation du PRD, chargées de prendre la relève du syndicat dans sa fonction de soumission du mécontentement ouvrier.

De tels organismes ne sont pas autre chose qu'une variante du syndicalisme, avec un masque "plus radical", mais au fond ils font partie d'une même stratégie du capital pour démobiliser les ouvriers. Par exemple, la COTRASE a déjà déclaré cyniquement que son objectif est de "se battre pour des positions syndicales à l'intérieur de la FSTSE et former en son sein un courant pour le démocratiser" (!). Le même son de cloches de la part de la CNTE et des autres "coordinations" qui, avec leurs journées de "lutte" tentent de donner une échappatoire à la com-

RETRAIT RUSSE D'AFGHANISTAN

LA PAIX CAPITALISTE, C'EST TOUJOURS PLUS DE MASSACRES ET DE FAMINES

■ L'armée russe se retire. L'armée russe s'est retirée ! "Agissant en observation stricte des accords de Genève, l'URSS a achevé le retrait de ses troupes d'Afghanistan !". (Déclaration de Moscou du 15.2) et l'ONU elle-même confirmait officiellement que le retrait soviétique était bien complet.

Ainsi si l'on en croit les discours lénifiants de la bourgeoisie, la "paix", les accords entre les grandes puissances et leur bonne entente sembleraient possibles. Depuis des années, et surtout depuis deux ans, les bourgeoisies des deux camps impérialistes mènent campagne pacifiste sur campagne pacifiste : accords de Genève, accords de Paris sur les armes chimiques, accords sur le désarmement, pour ne citer que certains "grands" moments de ces campagnes destinées à leurrer le prolétariat mondial et derrière lesquelles les deux appétits les plus féroces de la planète se livrent aux tractations militaires les plus sordides.

Mais le retrait russe d'Afghanistan n'est pas le résultat d'une entente cordiale avec les USA ; bien au contraire, il est le résultat de l'offensive de plus en plus large et appuyée du bloc US contre son rival russe en proie à des difficultés économiques grandissantes afin de le retrancher sur ses propres frontières et l'y enfermer ; il est le résultat de la pression par le renforcement armé de la résistance que les USA ont développée ces derniers temps, il est le résultat direct d'un affrontement militaire.

Aussi, ce retrait n'est en rien l'effet d'un adoucissement des conflits inter-impérialistes et il n'aura pas plus celui de pacifier la région, loin s'en faut. Nous allons assister à présent au décaplement des combats, à une déstabilisation permanente de la région ; c'est ce que nous a enseigné dans le passé, l'évolution de la situation au Liban par exemple et c'est ce que nous pouvons lire de l'histoire du capitalisme décadent : les accords de "paix" n'ont jamais mené qu'au déchaînement de la guerre.

LE "RETRAIT" RUSSE : UNE ACCENTUATION DE LA GUERRE

La présence russe en Afghanistan n'avait pas réussi à imposer la loi du bloc de l'Est depuis dix ans, même au prix de plus d'un million et demi de morts, de 15 000 soldats russes tués, et le retrait a été à l'image de cette présence. Ainsi l'URSS a assuré son départ en effectuant une véritable politique de la terre brûlée, pilonnant systématiquement des villes et des régions entières, au nord de Kaboul pour garder le contrôle du passage vers ses frontières, au sud pour freiner autant que possible l'avancée de la résistance -résistance qui s'est attachée dans la même période à accentuer sa pression avec le bombardement par missiles et roquettes des villes et surtout de Kaboul.

Les forces en présence aujourd'hui n'augurent pas plus un ralentissement des combats. Tout d'abord le renforcement de l'armée afghane qui passe à 500.000 hommes et les déclarations de Moscou affirmant que l'URSS ne laissera pas le gouvernement afghan seul, qu'elle le soutiendra, montrent la volonté russe de ne pas lâcher la situation et de continuer à maintenir sa présence d'une autre manière. Le retrait de son armée ne veut ainsi pas dire l'élimination pure et simple de son intervention

GREVE DES ENSEIGNANTS

(suite de la p. 3)

croire que les syndicats défendent réellement la lutte et que grâce à eux on peut obtenir quelque chose du gouvernement, surtout si celui-ci est "de gauche" et "compréhensif".

Cette lutte qu'on fait mener aux enseignants pue vraiment trop la magouille.

Engager véritablement la bataille, c'est commencer par tourner le dos à tous ces pseudo modèles de lutte qui nous sont proposés par l'ennemi et qui ne servent qu'à disperser nos forces, nous épuiser et nous déboussoler.

Ripostons comme classe, tous ensemble et non comme catégorie particulière, étrangers les uns aux autres ! En entrant en lutte, cherchons immédiatement à étendre le mouvement vers d'autres secteurs de la classe ouvrière, qui, tous, ont les mêmes raisons de se battre que nous !

Battons nous sur des mots d'ordre réellement unificateurs : les salaires, le refus des licenciements, les conditions de travail, sur des revendications qui sont communes à tous les ouvriers et dans lesquels tous peuvent se reconnaître !

Ne faisons confiance à personne, pas plus aux coordinations qu'aux syndicats. Ne comptons que sur nous même et nos assemblées générales pour prendre réellement nos luttes en mains !

25.02.89 PE



LA REALITE DE LA "PAIX" A KABOUL

Tandis que les chars de l'armée afghane envahissent les rues de la capitale, la population civile, affamée et transie, attend chaque jour une distribution de pain.

dans ce foyer de tensions impérialistes qu'est l'Afghanistan.

Quant à la résistance afghane, dirigée par un fatras de petits chefs de guerre aux appétits tout aussi féroces que leurs grands frères, elle ne peut que chercher à éliminer le gouvernement pro-russe en place et cela par la guerre, le meurtre organisé (déjà les explosions de roquettes dans Kaboul viennent pluri-quotidiennes, massacrant régulièrement la population civile).

Ainsi la lamentable "Choura" constituée de tous les groupes de la résistance et censée former le noyau d'un futur gouvernement montre ce qu'elle vaut : un lieu de lutte pour le pouvoir où s'affrontent les prérogatives de truands à la solde du bloc US. Il est certain que l'avenir est au déchirement de tous ces "frères", à des tensions grandissantes entre cliques qui ne peuvent aller qu'à l'éclatement, qu'à l'affrontement armé ; avec le bloc US cherchant à jouer ici et là telle ou telle carte et donc armant celui-ci ou celui-là au mieux de ses intérêts.

Rien n'est réglé en Afghanistan, sinon un futur toujours plus sûr vers la guerre, les massacres et la famine générale.

"PAX AMERICANA" CONTRE "PAX SOVIETICA"

Lorsque l'URSS avait envahi l'Afghanistan en décembre 1979, sous prétexte de soutenir le gouvernement "frère" de Kamal aux prises à des difficultés politiques croissantes, c'était dans le but de s'assurer une voie d'accès direct vers les mers chaudes, contre la pression du bloc US, dont la suprématie au Moyen-Orient et en Asie du sud-est devenait visiblement irréversible et dont l'offensive enfermait de plus en plus l'URSS sur ses propres frontières. Profitant donc de l'affaiblissement momentané de la présence américaine dans la région causé par la chute du Shah d'Iran et de l'incapacité du bloc US de garder le contrôle de ce pays, l'URSS

avait ainsi cherché à se dégager de cette pression étouffante.

Mais cette poussée russe était contrecarrée par l'organisation de la résistance afghane par le bloc US à partir du Pakistan, cela au niveau local. Et si le bloc US n'arrivait pas à reprendre le contrôle intégral de l'Iran, l'URSS n'arrivait même pas à y placer la moindre bille puisqu'on a pu voir régulièrement des massacres de militants du parti Toudéh pro-russe. Ceci permettait ainsi aux USA de renforcer leurs positions dans les pays arabes, mettant au pas les alliés importants de l'URSS les uns après les autres, renforçant l'armement des pays "surs" comme l'Arabie Saoudite, enfermant l'Irak dans une guerre sans fin avec l'Iran.

Parallèlement à une pression permanente toujours accrue via la résistance afghane, le bloc US plaçait et affermissait ses pions partout ailleurs : dans les pays arabes, mais aussi en Chine, dans les pays du sud-est asiatique, en Afrique.

Aujourd'hui, on veut nous opposer l'image du retrait russe actuel "en ordre" à celle du retrait US "en désordre" au Viet Nam en 1975. Ce n'est qu'une propagande visant à masquer la réalité de l'offensive US. Lorsque les USA avaient quitté le Viet Nam en 1975, c'était pour reporter de manière plus sûre et plus efficace leurs visées de contrôle de l'Asie vers la Chine, pour un renforcement de leur position dans cette région et dans le monde en général. Pour l'URSS, le retrait signifie l'enfermement sur ses frontières continentales et un affaiblissement profond de ses positions impérialistes face à son rival américain. Et cet affaiblissement ne peut que conduire, non pas à une perspective de paix, mais bien au contraire à une accentuation plus aigüe des tensions entre les deux blocs.

Aujourd'hui, les tueries et la famine dont sont victimes les populations civiles en Afghanistan, nous dévoilent dans toute son horreur ce que vaut la "paix" dans le capitalisme.

24.2.89 PPR

PARAGUAY

CES MAFFIOSI QUI NOUS GOUVERNENT

■ "La corruption s'en va!" scandaient en coeur les militants du Parti radical authentique (!), le parti d'opposition au régime du général Alfredo Stroessner, renversé le 3 février après plus de quarante ans de règne sans partage sur le Paraguay.

Pourquoi ce coup d'Etat? D'une part le régime était trop corrompu et d'autre part l'environnement international a changé. Tous les régimes du cône sud de l'Amérique latine ont été "toiletés", il fallait faire de même au Paraguay d'autant plus que les campagnes pour la démocratie et les libertés battent leur plein d'Ouest en Est de Glasnost en Perestroïka pour mystifier la classe ouvrière.

Le chef des insurgés, le général Andrés Rodriguez, patron du premier corps d'armée a promis, dès sa prise du pouvoir, la démocratisation du régime, les libertés essentielles et le respect des droits de l'homme.

Mais, bien vite après l'euphorie du premier jour, il a fallu en rabattre : comment faire du neuf avec du vieux avec des brigands bien décidés à rester aux affaires et à continuer à s'en mettre plein les poches ? Avec le général Rodriguez, il n'y a aucune surprise, il est considéré comme le "roi de la cocaïne" et sa fille était mariée avec le fils du général Stroessner. Personne ne peut croire à cette pantomime du général "cocaïne" (1) fidèle et efficace serviteur du dictateur déchu pendant 27 ans. Mais il y a plus, la corruption est partout, 70% des importations commerciales proviennent de la contrebande tolérée par l'Etat.

En fait, de ce putsch, il faut retenir qu'il s'agit d'un règlement de compte entre maffiosi. Ce qui est malheureusement le plus ignoble, c'est que cette tuerie a fait 200 à 300 morts après 10 heures de combat au mortier contre la résidence du président. Les militaires ont tiré sans discrimination sur des civils pris au piège. L'année dernière Rodriguez avait été écarté après sa première tentative de prise du pouvoir en septembre 1988 quand Stroessner avait été considéré comme mort à la suite d'une opération de la prostate. Le dernier putsch réussi a été préparé par les "traditionalistes" (2) du parti

Colorado au pouvoir avec les affidés de Rodriguez, l'homme le plus riche du pays ayant pris part au festin depuis 35 ans. "Sa fraude est incalculable" disent les militants de son propre parti.

Ce régime est un monceau de fumier à l'image du capitalisme en décomposition qui ne vit plus que de la prévarication. En Amérique latine, la Colombie ne survit que grâce au commerce de la drogue, au Panama l'ex-dictateur est sous le coup d'un mandat d'arrêt international de la justice américaine car il est le chef de réseaux de drogue et il se maintient au pouvoir "officiellement" contre l'avis de tous (!) et surtout de sa puissance de tutelle, les USA (!).

Le gangstérisme est-il seulement l'apanage des pays sous-développés? L'argent de la drogue est "blanchie" en Suisse, pays très "démocratique" et très "moral" voire "puritain". En effet, tous les réseaux de drogue aboutissent en Europe ou aux USA jusqu'à de gros bonnets bien placés ou tout au moins bien en cour à la tête des Etats. Au Japon, le premier ministre corrompu lui aussi, avait été remplacé par le président d'une association d'incorruptibles pour la moralité publique, mais l'incorruptible vient d'être chassé par un nouveau scandale. Il a fait mieux que son prédécesseur !

Si l'on devait dresser une liste de tous les scandales dans lesquels baigne la bourgeoisie, -pour ce qu'on en connaît : une infime partie- en passant par les "initiés" français, on n'en finirait plus.

A l'heure où la crise du capitalisme multiplie ses ravages, se révèle de plus en plus ouvertement la pourriture de ce système ou de la spéculation, à la drogue, au gangstérisme, tout est bon pour apporter quelques bénéfices aux affairistes qui nous gouvernent.

M.Rx.

(1) nom donné au général par le département de la justice US.

(2) ils avaient été matraqués et remplacés manu militari par des bandes armées, de la direction du parti au cours de sa dernière convention du 1er août 1987.

ON NE SOUTIENT PAS LES COORDINATIONS, ON LES COMBAT !

De plus en plus les ouvriers vont devoir se confronter au sabotage de leurs luttes par les syndicats et les coordinations, au travail insidieux de ces dernières, de division et d'enfermement corporatiste. De cette confrontation, des leçons qu'ils seront capables d'en tirer, dépendra leur capacité à prendre en charge la lutte, à l'étendre et l'unifier. Dans le feu des luttes, dans la confrontation aux organes d'encadrement de la bourgeoisie ainsi que dans le processus de réflexion de la classe ouvrière, l'intervention des révolutionnaires sera de plus en plus un facteur dé-

terminant d'accélération du mûrissement de la conscience ouvrière et de renforcement des combats de classe.

Or il faut malheureusement déplorer qu'une partie du milieu révolutionnaire soit dans l'incapacité d'assumer cette fonction soit à cause de son absence du terrain des luttes, soit encore parce qu'il participe à véhiculer les pires illusions dans la classe ouvrière quant à la fonction de ces organes d'encadrement que sont les coordinations, de plus en plus présents sur le terrain des luttes.

■ Cette carence affecte tout autant le pôle conseiller (caractérisé entre autres par une sous-estimation profonde de l'intervention des révolutionnaires dans le processus qui mène vers la révolution) que le pôle bordiguiste (caractérisé quant à lui par l'erreur symétrique qui voit le parti seul détenteur de la conscience de classe, la classe ouvrière n'étant capable que d'une conscience revendicative limitée). En effet, un groupe conseiller comme Daad en Gedachte aux Pays Bas et le PCI (1) bordiguiste en France se retrouvent pour saluer le surgissement et le développement des coordinations en France, en Italie, ... Cette dernière organisation, sur laquelle nous centrerons notre critique dans ce numéro du journal a pendant de nombreuses années participé à entretenir les pires illusions chez les ouvriers quant à la possibilité d'utiliser les syndicats pour lutter (2). Elle fait aujourd'hui écho à la mystification bourgeoise selon laquelle les coordinations constitueraient la forme de lutte enfin trouvée.

S'il est indéniable que se développe dans la classe ouvrière une tendance réelle à se dégager de l'emprise des syndicats, les coordinations ne sont pas par contre l'expression de cette tendance, mais la réponse directe de la bourgeoisie à celle-ci. Pour tromper les ouvriers, elles n'hésitent pas à se donner l'apparence d'organes extra-syndicaux qui se paient même le luxe, dans certains cas, de critiquer ouvertement les syndicats.

Depuis la première apparition des coordinations lors de la grève à la SNCF durant l'hiver 86/87, le PCI a maintenu invariant son soutien à ces organes, sans que leur pratique au sein de la lutte de classe ait été en quoi que ce soit capable d'éveiller chez lui le moindre soupçon quant à leur rôle face aux luttes.

Dans un article intitulé "Les grèves confirment la nécessité de l'organisation indépendante de classe" paru dans le prolétaire n°398 des mois d'octobre et novembre, alors que les coordinations occupaient le devant de la scène sociale en France, le PCI s'applique à ériger en vertu de la lutte les faiblesses du mouvement et les manœuvres de la bourgeoisie -qu'il ne soupçonne évidemment pas. Il voit dans celles-ci une "tendance actuelle des prolétaires à retrouver une certaine indépendance de classe", ou encore un "signe encourageant d'un retour tendanciel vers des méthodes de lutte de classe". Ce faisant, le PCI participe à son modeste niveau au renforcement des illusions dans la classe et au soutien des manœuvres de la bourgeoisie.

L'ISOLEMENT CORPORATISTE TRAVESTI EN FORCE DE LA LUTTE ET LES COORDINATIONS EN ARMES DE CELLE-CI

Des méthodes de lutte réelles, le PCI donne l'illustration suivante: "Les infirmières ont réussi à dépasser les barrières d'établissement pour se lancer dans un mouvement d'envergure nationale". Il a beau par ailleurs déplorer discrètement la limite corporatiste du mouvement, le PCI passe complètement à côté de la réalité d'une situation où ladite limite a constitué en fait un puissant rempart contre

la généralisation de la combativité infirmière à d'autres secteurs de la classe ouvrière. C'est de plus et surtout ce rempart, édifié principalement par les coordinations sur les fondations des préjugés du secteur infirmier, particulièrement arriéré politiquement au sein de la classe ouvrière, qui a fait de cette lutte, non pas un encouragement pour d'autres secteurs mais un repoussoir. Et lorsque des ouvriers combattifs, surmontant cet obstacle, ont tenté de rejoindre les infirmières, c'est manu-militari qu'ils se sont vus interdire l'accès des assemblées par le dévoué service d'ordre de la coordination.

Le PCI prend pour argent comptant les déclarations des médias et la propagande gauchiste lorsqu'à leur suite il affirme que "la coordination (infirmière) est l'expression des grévistes" alors que celle-ci, comme certaines qui l'ont précédée en France depuis la grève des cheminots, est une structure préparée à l'avance avec le soutien discret, politique et matériel, des syndicats et du gouvernement. Elle est un organe préfabriqué destiné à encadrer la lutte. D'autres coordinations, souvent dites inter-catégorielles, ont également fait leur apparition lors de la grève dans le secteur hospitalier et lors de la lutte des cheminots, en s'auto-proclamant représentantes des travailleurs. Dans un cas comme dans l'autre, jamais elles ne sont les émanations réelles d'assemblées générales les ayant élues. Toujours leurs "délégués" sont de faux délégués, composés de chefs syndicaux ou gauchistes auxquels sont adjoints, pour la vitrine, une minorité d'ouvriers combattifs et sincères mais manipulés à leur insu par les cartels d'organisations syndicales ou politiques bourgeoises, de gauche et d'extrême-gauche, qui dirigent dans l'ombre.

Voilà ce que sont ces "authentiques représentants des travailleurs" qui, selon le PCI, par leur présence à la table des négociations lors de la grève des infirmières, inquiétèrent la bourgeoisie (3).

De plus, la coordination (infirmière) qui, selon le PCI "demeure la force nécessaire pour résister aux manœuvres des appareils syndicaux", a en fait été le principal artisan de leur retour sur le devant de la scène, dans tous les secteurs, en favorisant leur présence à la table des négociations.

UNE MANOEUVRE DE LA BOURGEOISIE CITEE EN EXEMPLE A SUIVRE POUR LES OUVRIERS

Ce qui, pour le PCI, "fait figure d'exemple à suivre" prend décidément un autre aspect lorsque l'on gratte un peu la surface des événements, lorsqu'on s'attache à comprendre comment l'ennemi de classe à travers ses partis politiques de droite, de gauche et d'extrême gauche, ses syndicats, et tout son arsenal répressif, en un mot à travers son Etat, s'attelle à affaiblir et à faire échec à la montée de la lutte de classe. Si de plus on s'efforce d'évaluer les potentialités de lutte d'une situation -ce qui est le minimum pour une organisation révolutionnaire-, d'en comprendre les possibilités et les enjeux, il apparaît alors que la lutte des

infirmières démarre alors que mûrissent au sein de tous les secteurs de la classe ouvrière et particulièrement au sein du secteur public, les conditions pour qu'éclate une vague revendicative généralisée. Mais il apparaît également qu'elle surgit avant-terme du mûrissement de cette situation, au moment choisi par la bourgeoisie, et que loin de l'accélérer et la catalyser, elle a directement pour effet de diviser la classe ouvrière, de disperser la combativité et de jeter le trouble dans la classe ouvrière qui ne peut se reconnaître dans le sectorialisme et l'élitisme du mouvement infirmier. On est alors en mesure de comprendre que cette lutte - que la bourgeoisie s'était de longue date préparée à encadrer à travers la constitution de la coordination infirmière, à enfermer sur le terrain corporatiste à travers ses campagnes sur la revalorisation du statut d'infirmier(e)-, a constitué en fait une manœuvre d'ampleur contre toute la classe ouvrière (3). Manœuvre que le PCI ne comprend ni ne soupçonne, et derrière laquelle, ce faisant, il pousse la classe à s'engouffrer.

LE BESOIN DE PRISE EN CHARGE DES LUTTES DETOURNE AU PROFIT DE LA STRUCTURE SYNDICALE

S'appuyant sur le développement de la "popularité" faite aux coordinations, le PCI se saisit de la situation pour donner à nouveau corps à son projet illusoire de construction d'une véritable organisation permanente de défense des intérêts immédiats des ouvriers, c'est à dire nécessairement une nouvelle structure syndicale. C'est ainsi qu'il conclut son article: "Des maintenant, des coordinations de travailleurs se mettent en place ou sont réactivées dans les PTT, la SNCF, etc. Quel que soit le déroulement des mouvements actuels, leur succès et le succès des mouvements futurs dépend de la capacité des travailleurs d'avant-garde à tisser entre eux des liens organisationnels durables, qui puissent résister aux coups de l'adversaire ainsi qu'aux inévitables reflux des luttes, ...". Les besoins de la classe ouvrière sont totalement à l'opposé de cette perspective qui consiste à vouloir réintroduire par la fenêtre de nouveaux syndicats, avec des habits neufs, alors que les ouvriers tentent de flanquer à la porte des luttes les syndicats traditionnels.

Seule la mobilisation massive des ouvriers est susceptible de constituer la force capable de s'opposer efficacement à la bourgeoisie. Elle seule, à travers l'implication active du plus grand nombre, est capable de donner naissance à l'organisation de la lutte qui permet sa centralisation pour son unité et son élargissement. L'organisation est le produit de la lutte et elle ne peut se maintenir sans la mobilisation ouvrière.

Dans cette voie, inévitablement les ouvriers vont devoir se confronter aux manœuvres des syndicats, des coordinations, pour leur arracher pied à pied le contrôle de leur lutte. C'est la seule perspective possible pour le renforcement du combat de classe. Le PCI, incapable de saisir les conditions et les besoins réels des luttes, y tourne résolument le dos et ne peut plus guère prétendre pouvoir jouer un rôle positif dans la lutte de classe. C'est regrettable. Cependant surgissent de nouvelles forces révolutionnaires, se constituent des regroupements d'ouvriers plus conscients qui s'inscrivent et agissent directement dans cette perspective. Ils indiquent l'avenir.

M.

(1) Parti Communiste Internationaliste qui publie en France Le Prolétaire.

(2) Voir notre polémique avec le PCI dans RI n°160.

(3) Se reporter aux 3 n° précédents de RI pour une analyse plus développée et plus de détails.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Mars 1919 : fondation de la 3ème Internationale, Parti mondial de la Révolution communiste

BORDEAUX :

Réunion publique le samedi 25 mars, à 17h, au café des Arts, 138, cours Victor Hugo. Au comptoir demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le vendredi 17 mars à 21h, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :

Permanence le samedi 11 mars de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le vendredi 17 mars à 21h à Majo, impasse Métrol, Villeurbanne, Métro République.
Vente de la presse au marché aux puces de Vaulx-en-Velin, les dimanches 12 mars et 16 avril à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le vendredi 10 mars à 21h au 205 rue Ste-Cécile, 13005.
Permanence le mercredi 22 mars de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse les samedis 11 mars et 22 avril au marché de la Plaine, place Jean Jaures (5ème) de 11h à 12h.

NANTES :

Réunion publique le samedi 18 mars à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).
Permanence les vendredis 3 mars et 7 avril à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedis 11 mars et 15 avril de 10h30 à 11h30.

ROUEN :

Réunion publique le samedi 4 mars à 14h30 à la Halle aux Toiles.

PARIS :

Réunion publique le samedi 11 mars à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence le samedi 25 mars à 18h, même adresse que la RP.

TOURS :

Permanence le samedi 25 mars à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les samedis 4 mars et 8 avril à 10h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 24 mars à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les vendredis 10 mars et 7 avril à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les dimanches 12 mars et 16 avril de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (pl. Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

MANIFESTE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (suite de la p. 8)

Ces petits Etats, nés à différentes époques comme des fragments de grands Etats, comme de la menue monnaie destinée à payer différents tributs et services, comme tampons stratégiques, possèdent leurs dynasties, leurs castes dirigeantes, leurs prétentions impérialistes, leurs intrigues diplomatiques. Leur indépendance illusoire a reposé jusqu'à la guerre, tout comme l'équilibre européen, sur l'antagonisme permanent entre les deux camps impérialistes. La guerre a détruit cet équilibre. (...) Opprimant et violentant les peuples petits et faibles, les condamnant à la famine et à l'humiliation, les impérialistes de l'Entente, comme le firent peu de temps auparavant les impérialistes des puissances centrales, ne cessent de parler du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, alors qu'ils le foule aux pieds en Europe et dans le monde entier. Seule la révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre car elle libérera les forces productives de tous les pays de l'étroitesse des Etats nationaux en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun.

CONTRE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE, TOUT LE POUVOIR AUX CONSEILS OUVRIERS

L'ensemble du monde bourgeois accuse le communisme d'anéantir les libertés et la démocratie politique. Mais c'est faux ! En prenant le pouvoir, le prolétariat constate uniquement l'impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise, et crée les conditions et les formes d'une démocratie ouvrière nouvelle et supérieure. Tout le cours du développement capitaliste, en particulier dans la dernière période impérialiste, a sapé les bases de la démocratie politique, non seulement en divisant les nations en deux classes ennemies irréductibles, mais aussi en condamnant les nombreuses couches petites-bourgeoises et semi-prolétariennes au déperissement économique continu et à l'impuissance politique au même titre que les couches inférieures du prolétariat.

Dans les pays où le développement historique lui en a donné la possibilité, la classe ouvrière a utilisé le régime de la démocratie politique pour s'organiser contre le capital. (...)

Dans la mesure où l'oligarchie financière estime encore utile de justifier ses actes de violence par des votes parlementaires, l'Etat bourgeois dispose pour atteindre ses buts de tous les moyens hérités des siècles passés de la domination de classe et multipliés par les prodiges de la technique capitaliste : le mensonge, la démagogie, la persécution, la diffamation, la corruption et la terreur.

Exiger du prolétariat que, dans la lutte finale contre le capitalisme, qui est une lutte à mort, il observe, doux comme un agneau, les principes de la démocratie bourgeoise, équivaut à exiger d'un homme qui défend son existence contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, que l'ennemi a instituées, mais qu'il n'observe pas.

Dans le règne de la destruction où, non seulement les moyens de production et de transport mais aussi les institutions politiques de la démocratie politique ne sont plus qu'un amas de débris ensanglantés, le prolétariat doit créer son propre appareil pour maintenir avant tout la cohésion interne de la classe ouvrière et lui assurer la possibilité d'intervenir de manière révolutionnaire dans le développement de l'humanité. Cet appareil, ce sont les conseils ouvriers. Les vieux partis, les vieilles organisations syndicales se sont montrés incapables en la personne de leurs chefs de comprendre les tâches imposées par l'époque nouvelle et a fortiori de les résoudre. Le prolétariat a créé un appareil qui englobe l'ensemble de la classe ouvrière, indépendamment du métier et de la maturité politique, un appareil souple capable de se renouveler en permanence, de s'élargir, d'entraîner dans sa sphère des couches nouvelles et de s'ouvrir aux couches laborieuses de la ville et du village qui sont proches du prolétariat. Cette organisation, irremplaçable, du gouvernement de la classe ouvrière par elle-même, de sa lutte et aussi de la conquête du pouvoir d'Etat a été mise dans différents pays à l'épreuve de l'expérience. Elle constitue la conquête la plus importante et l'arme la plus puissante du prolétariat à notre époque.

Dans tous les pays où les ouvriers ont été éveillés à la pensée consciente se forment aujourd'hui et se formeront des conseils de députés ouvriers, soldats et paysans. Renforcer les conseils, élever leur autorité, les opposer à l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, telle est maintenant la tâche essentielle des ouvriers conscients et honnêtes de tous les pays. Au moyen des conseils, la classe ouvrière peut se sauver de la dissolution qu'introduisent en elle les souffrances infernales de la guerre et de la famine, la tyrannie des riches et la trahison de ses anciens chefs. C'est au moyen des conseils que la classe ouvrière parviendra le plus sûrement et le plus facilement au pouvoir, dirigera tous les domaines de la vie économique et culturelle, comme cela se passe déjà en Russie.

LA TRANSFORMATION DE LA GUERRE IMPERIALISTE EN GUERRE CIVILE

L'effondrement de l'Etat impérialiste, de l'Etat tsariste jusqu'à l'Etat le plus démocratique, va de pair avec l'effondrement du système militaire impérialiste. Les armées de plusieurs millions d'hommes mobilisés par l'impérialisme n'ont pu tenir qu'aussi longtemps que le prolétariat acceptait docilement le joug de la bourgeoisie. La décomposition de l'unité nationale signifie également la décomposition inévitable de l'armée. C'est ce qui s'est passé d'abord en Russie, puis en Autriche-Hongrie et en Allemagne. C'est ce à quoi il faut s'attendre également dans les autres Etats impérialistes. Le soulèvement des paysans contre les propriétaires, des ouvriers contre les capitalistes, des deux contre la bureaucratie monarchiste ou "démocratique" entraîne inévitablement le soulèvement des soldats contre le commandement et aussi une profonde scission entre les éléments prolétariens et les éléments bourgeois de l'armée. La guerre impérialiste qui oppose les nations les unes aux autres, se transforme en guerre civile qui oppose une classe sociale à une autre.

Les vociférations du monde bourgeois sur la guerre civile et la terreur rouge constituent la plus monstrueuse hypocrisie qu'ait connue jusqu'à présent l'histoire des luttes politiques. Il n'y aurait pas de guerre civile, en effet, si les cliques d'exploiteurs, qui ont entraîné l'humanité au bord de l'abîme, ne s'opposaient pas à tout progrès des masses travailleuses, n'organisaient pas des complots et des meurtres et ne sollicitaient pas le secours armé de l'étranger pour maintenir ou restaurer leurs privilèges usurpés.

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir, qui est aussi celui de toute l'humanité, la classe ouvrière doit répondre coup pour coup. Les partis communistes ne provoquent jamais artificiellement la guerre civile, ils s'efforcent d'en abrégier autant que possible la durée, chaque fois qu'elle est devenue une nécessité de fer, de réduire au maximum le nombre des victimes et avant tout d'assurer au prolétariat la victoire. (...)

LES TACHES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Conscients du caractère universel de leurs tâches, les ouvriers les plus avancés ont tendu vers une association internationale des les premiers pas du mouvement socialiste organisé. Les bases en furent posées en 1864, à Londres, par la Première Internationale. La guerre franco-allemande, dont est issue l'Allemagne des Hohenzollern, mina la Première Internationale en même temps qu'elle impulsa le développement de partis ouvriers nationaux. Dès 1889, ces partis se réunirent à Paris en congrès et créèrent l'organisation de la Deuxième Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était entièrement placé, à cette époque, sur le terrain national, dans le cadre de l'Etat national, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail d'organisation et de réformes créèrent une génération de dirigeants dont la majorité reconnaissait en paroles le programme de la révolution sociale, mais qui y renoncèrent en fait et s'enfoncèrent dans le réformisme et l'adaptation à l'Etat bourgeois. Le caractère opportuniste des partis dirigeants de la Deuxième Internationale s'est révélé définitivement et a conduit au plus grand

krach de l'histoire mondiale, au moment précis où le cours des événements exigeait des partis ouvriers des méthodes de lutte révolutionnaires. Si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en dévoilant le fait que, derrière son programme social-révolutionnaire, il n'y avait pas encore de force organisée des masses, la guerre de 1914 acheva la Deuxième Internationale en montrant qu'au-dessus des masses ouvrières fortement soudées se tenaient des partis qui s'étaient transformés en organes dociles de l'Etat bourgeois.

Cela n'est pas vrai seulement des social-patriotes qui sont passés de nos jours ouvertement dans le camp de la bourgeoisie en devenant ses agents de confiance préférés et les bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière, mais aussi des centristes indécis et inconstants qui s'efforcent de nos jours de restaurer la Deuxième Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vue, l'opportunisme, et l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants. Le parti indépendant d'Angleterre (I.L.P.) et d'autres groupes semblables dans d'autres pays essayent effectivement de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les vieux partis officiels de la Deuxième Internationale. Ils se présentent comme autrefois avec des idées de compromis et d'unité, paralysant de cette manière l'énergie du prolétariat par tous les moyens, prolongeant la crise et aggravant ainsi encore les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la condition indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des partis socialistes officiels surannés, nous nous considérons, nous communistes, rassemblés dans la Troisième Internationale, comme les continuateurs directs des efforts héroïques et du martyre de toute une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Si la Première Internationale a prévu le développement de l'histoire et préparé ses voies, si la Deuxième a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la Troisième Internationale, elle, est l'Internationale de l'action de masse ouverte, de la réalisation révolutionnaire, l'Internationale de l'action.

La critique socialiste a suffisamment stigmatisé l'univers bourgeois. La tâche du parti communiste international consiste à renverser cet ordre social et édifier à sa place le régime socialiste.

Nous demandons aux ouvriers et aux ouvrières de tous les pays de s'unir sous la bannière communiste qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétariennes !

Proétaires de tous les pays, dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie, contre les classes privilégiées, contre la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression sociale ou nationale, unissez-vous ! Sous la bannière des conseils ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous la bannière de la Troisième Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Premier Congrès de
l'Internationale Communiste (6 mars 1919)

Lisez
notre
brochure



PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 1 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 STOCKHOLM SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

SUR LA PLOGNE (recueil d'articles)

15F + 3F pour frais d'envoi

LA DECADENCE DU CAPITALISME

15F + 3F pour frais d'envoi

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE :

Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et

l'opposition de gauche internationale - 1929-1933

13F + 5F pour frais d'envoi

SUR LA REVOLUTION RUSSE

15F + 3F pour frais d'envoi

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :

France : 100F ; Etranger : 100F ; Par Avion : 120F

ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la Revue

Internationale :

France : 75F ; Etranger : 75F ; Par Avion : 90F

ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :

France : 170F ; Etranger : 170F ; Par Avion : 210F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal

à :

R.I. CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre

presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :

- Journal RI :

abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.

- Revue Internationale :

abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

FONDATION DE LA 3ème INTERNATIONALE

Il y a 70 ans, le 6 mars 1919, sous la poussée de la première vague révolutionnaire de 1917-23, un événement capital surgissait sur la scène de l'histoire : la naissance de la 3ème Internationale. Moins de cinq ans après la mort de la 2ème Internationale qui avait succombé sous le coup de la trahison des partis sociaux-démocrates emportés par le chauvinisme, de leur adhésion honteuse à la guerre impérialiste mondiale, le mouvement ouvrier se reconstituait à l'initiative des fractions de gauche issues de l'Internationale défunte et restées fidèles au principe de l'internationalisme prolétarien. Avec la fondation de la 3ème Internationale, la nouvelle époque historique ouverte en 1914, celle des guerres et des révolutions, avait donné naissance au parti mondial du prolétariat révolutionnaire. Elle signifiait qu'avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution était désormais à l'ordre du jour. Il n'était plus possible pour le prolétariat ni de lutter pour des réformes durables au sein du capitalisme, ni de se servir de la démocratie et du Parlement bourgeois pour aménager sa place au sein de ce système.

Tel est l'acquis fondamental que l'Internationale Communiste a su dégager de la nouvelle période et qui lui a permis de mettre en évidence la forme et les tâches de la révolution prolétarienne : dictature du prolétariat exercée par le pouvoir des conseils ouvriers, destruction de l'Etat bourgeois par la violence de classe, abolition des frontières nationales et instauration d'une société sans classe, sans guerre et sans exploitation.

Avec le recul, puis l'écrasement de la première vague révolutionnaire,

l'Internationale Communiste a fini par succomber à son tour, gangrénée par l'opportunisme. Mais les enseignements inestimables qu'elle nous a légués sont aujourd'hui plus vivants que jamais. Ces enseignements ne pourront devenir des armes efficaces entre les mains du prolétariat que si les révolutionnaires sont en mesure de se les réapproprier en les soumettant à une critique impitoyable sans laquelle ils ne peuvent être qu'impuissants à comprendre la dégénérescence et l'effondrement de l'I.C., effondrement qui allait être suivi par le passage des P.C nationaux dans le camp bourgeois à la veille de la seconde guerre mondiale. Cependant, cette indispensable critique des erreurs de l'I.C. (développées dès son 2ème congrès en 1920) dépend fondamentalement de la capacité des révolutionnaires à reconnaître dans l'I.C. le flambeau de la lutte héroïque de plusieurs générations de révolutionnaires depuis Marx et Engels en passant par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. C'est cette continuité historique entre les 1ère, 2ème et 3ème Internationales, transmise par les fractions de gauche issues de cette dernière, qui, aujourd'hui comme hier, est seule en mesure de conférer au mouvement ouvrier toute sa force, toute sa validité. Seule la reconnaissance de l'I.C., de ses acquis, mais aussi la critique implacable de ses erreurs, permettront aux forces révolutionnaires d'aujourd'hui de se regrouper en vue de la constitution du futur parti mondial du prolétariat.

C'est à la mémoire de l'immense apport de la 3ème Internationale au combat du prolétariat pour son émancipation, que nous publions ci-dessous de larges extraits du "Manifeste" rédigé par Trotsky au premier congrès de l'I.C.

MANIFESTE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AUX PROLETAIRES DU MONDE ENTIER

Il y a soixante-douze ans, le parti communiste présenta au monde son programme sous la forme d'un "Manifeste" écrit par les grands annonceurs et théoriciens de la révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels. A cette époque déjà, le communisme, à peine entré en lutte, était accablé sous les persécutions, les mensonges, la haine et la répression des classes possédantes qui pressentaient en lui à juste titre leur ennemi mortel. Au cours de ces six décennies, le développement du communisme a connu des chemins difficiles : des montées impétueuses, mais aussi des périodes de déclin, des succès, mais aussi de sévères défaites. Mais, au fond, le mouvement a suivi le chemin tracé par le "Manifeste du parti communiste". L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les précurseurs de la révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons et nous considérons comme les héritiers et les exécuteurs de l'oeuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans. Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement ouvrier des scories dissolvantes de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et par là même, de faciliter et de hâter la victoire de la révolution communiste dans le monde entier.

1914 : L'ENTREE DU CAPITALISME DANS SA PERIODE DE DECADENCE

Aujourd'hui, alors que l'Europe est couverte de décombres et de ruines fumantes, les plus infâmes incendiaires s'occupent de rechercher les responsables de la guerre. Derrière eux se tiennent leurs professeurs, parlementaires, journalistes social-patriotes et autres soutiens politiques de la bourgeoisie.

Durant de nombreuses années, le socialisme a prédit l'inéluctabilité de la guerre impérialiste ; il en a décelé les causes dans la rapacité insatiable des classes possédantes des deux principaux camps et de tous les pays capitalistes en général. Deux ans avant le déclenchement de la guerre, les dirigeants socialistes responsables de tous les pays dénonçaient au congrès de Bâle l'impérialisme comme le fauteur de la guerre future et menaçaient la bourgeoisie de déchaîner sur elle la révolution socialiste comme vengeance du prolétariat pour les crimes du militarisme.(...)



Revue de l'Internationale Communiste

Les contradictions du régime capitaliste se sont transformées pour l'humanité, par suite de la guerre, en souffrances inhumaines : faim, froid, épidémies, barbarie morale. La vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et le passage progressif du capitalisme au socialisme a été ainsi définitivement tranchée.(...)

La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé toutes les conquêtes de la lutte syndicale et parlementaire.(...) Les opportunistes qui, avant la guerre, incitaient les ouvriers à modérer leurs revendications au nom du passage progressif au socialisme, qui exigèrent pendant la guerre l'humiliation de classe et la soumission de classe du prolétariat au nom de l'union sacrée et de la défense de la patrie, demandent encore au prolétariat de nouveaux sacrifices et abnégations afin de surmonter les effroyables conséquences de la guerre. Si de tels

prêches trouvaient audience au sein de la classe ouvrière, le développement capitaliste poursuivrait son redressement sur les cadavres de plusieurs générations avec des formes nouvelles encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective d'une nouvelle et inévitable guerre mondiale.(...)

LA DICTATURE DU PROLETARIAT

L'étatisation de la vie économique, contre laquelle le libéralisme capitaliste se dressait, est devenue un fait accompli. Revenir non seulement à la libre concurrence, mais encore à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais l'agent de la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux ?

En d'autres termes, l'humanité travailleuse toute entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante, qui, sous l'enseigne de la "Société des Nations", au moyen d'une armée "internationale" et d'une flotte "internationale", pillera et étranglera les uns, jettera des miettes aux autres, mais toujours et partout enchaînera le prolétariat dans le seul but de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays avancés du reste du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

Abréger l'époque de crise actuelle n'est possible que par les méthodes de la dictature du prolétariat qui ne regarde pas vers le passé, qui ne tient compte ni des privilèges héréditaires ni du droit de propriété, mais uniquement de la nécessité de sauver les masses affamées, qui mobilise à cet effet tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline du travail afin de guérir en quelques années les plaies béantes de la guerre, mais aussi d'élever l'humanité à des sommets nouveaux et insoupçonnés.

SUR LE "DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES"

L'Etat national, qui a donné au développement capitaliste une impulsion vigoureuse, est devenu un corset trop étroit pour l'expansion des forces productives. Cela a rendu d'autant plus intenable la situation des petits Etats encastés au milieu des grandes puissances européennes et du reste du monde.

(SUIVE PAGE 7)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie.**
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la **dictature du prolétariat** à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.
- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "lutttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".
- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.
- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.